

Otmar Seul, Université Paris Nanterre

Les mouvements contestataires en République fédérale d'Allemagne des années 1960 : convergences et divergences avec le mouvement de *Mai 68* en France. Souvenirs et réflexions

Etudiant en lettres et sciences politiques à l'Université Johannes Gutenberg de Mayence, capitale du Land de Rhénanie-Palatinat en République fédérale d'Allemagne, je participe en février 1968, à Dijon, à une rencontre entre jeunes Français et Allemands dans le cadre d'un jumelage entre les universités de Mayence et de Dijon. Lors d'une interview avec la presse locale (1), la délégation allemande est invitée à donner son point de vue sur le mouvement étudiant (Studentenbewegung) outre-Rhin, fer de lance dans les années 1960 d'une jeunesse contestataire qui, pour la première fois depuis la fondation de la République fédérale (1949), fait irruption sur la scène politique. Les discussions portent non seulement sur les conditions d'études et de vie mais aussi sur la politisation des universités en cours. Nous considérons alors comme notre première conquête les droits et libertés qui nous sont accordés dans les cités universitaires, dont notamment la mixité des chambres et la libre circulation. Un acquis encore refusé aux étudiants français. Mais, eux-aussi sont en train de contester vivement le règlement intérieur des résidences. Le 22 mars, ce refus provoque à la Faculté des lettres et sciences humaines à Nanterre la révolte qui mettra le feu aux poudres dans tout l'Hexagone : la contestation estudiantine convergera avec d'autres luttes sociales vers le mouvement de Mai 68 qui ébranlera pendant deux mois l'Etat et la société.

En février 1968, lors de nos rencontres de Dijon, les universités d'outre-Rhin sont en ébullition depuis déjà plus de deux ans. Mais ce n'est pas une raison pour nos camarades français de leur reconnaître un leadership en matière de contestation. Tout au contraire : un militant dijonnais n'hésite pas à reprocher aux jeunes allemands « de réfléchir trop et de ne pas assez agir » (2). Des divergences de vue qui renvoient déjà aux structures et pratiques de l'action militante en vigueur des deux côtés du Rhin, dans des contextes sociétaux bien différents.

Après sa fondation en 1949, la République fédérale ne voit pas émerger un syndicalisme étudiant revendicatif indépendant comme en France. Les jeunes Allemands trouvent appui auprès des partis politiques en se fédérant sous leur patronage.

Certes, le syndicalisme étudiant en France est affaibli par ses divisions idéologiques. Dans les rangs du *Mouvement du 22 mars* qui débouche sur Mai 68, des militants anarchistes revendiquent la dissolution du syndicat historique, l'*Union nationale des étudiants de France* (UNEF). Ils l'assimilent à « une coquille vide, bureaucratique (...) aux revendications corporatistes » (3). Cependant, avec le recul historique, le constat s'impose que l'UNEF a bel et bien contribué à construire des formations où les divergences idéologiques (anarchistes, communistes, trotskistes, maoïstes) s'expriment : « Les étudiants partagent une conscience des enjeux internationaux, la critique des mécanismes de sélection et d'élimination scolaires qui reproduisent l'inégalité socio-économique, et la dénonciation de la *psychiatisation* des problèmes étudiants » (4).

Dans les années 1960, les étudiants allemands se donnent à leur tour une structure syndicale autonome. Si à Dijon, nous rappelons qu'à l'entrée dans sa troisième année leur mouvement ne faiblit pas, alors pour mettre en exergue la fonction animatrice et coordonnatrice de l'*Union socialiste allemandes des étudiants* (Sozialistischer Deutscher Studentenbund : SDS). Elle s'affirme dans l'immédiat après-guerre (1946), comme syndicat indépendant de tout parti, mais tout en restant proche du SPD, le Parti social-démocrate. Jusqu'en 1961, quand une résolution d'incompatibilité exclut les membres et sympathisants du SDS du SPD: après des années de fortes tensions au sein du parti à propos du réarmement, de son engagement anti-nucléaire, de l'abandon de son programme d'inspiration marxiste (Bad Godesberger Programm, 1959) et surtout des relations avec la République démocratique d'Allemagne (DDR), le deuxième Etat de l'Allemagne divisée (1949-1990), affilié à l'Union soviétique au sein du bloc de l'Est communiste (5).

Après la rupture avec le SPD, le SDS devient le creuset de la nouvelle gauche ouest-allemande, grâce notamment à sa position centrale dans le processus de formation de l'*Opposition extra-parlementaire* (Außerparlamentarische Opposition - APO) réunissant membres du SPD, pacifistes, syndicalistes, intellectuels de gauche et intellectuels libéraux. Une alliance hétérogène, résolue à faire obstacle au vote de *lois d'urgence* (Notstandsgesetze) par le parlement fédéral. Ces lois doivent permettre aux organes constitutionnels et fédéraux d'agir dans une situation de crise telle qu'une catastrophe naturelle mais aussi d'une guerre ou d'une insurrection, par des restrictions des libertés fondamentales.

Inspiré de la théorie néomarxiste, attiré par la New Left anglo-saxonne, le SDS travaille à la constitution d'une opposition fondée sur « la rénovation de la pensée socialiste » (Gilcher-Holtey) et une démarche de rupture avec le modèle sociétal libéral. Il se présente dès 1965 comme organisation *anti-autoritaire* et rejette le dogmatisme et le dirigisme du socialisme réel en vigueur dans les pays du bloc soviétique, en conservant tout de même une aile orthodoxe qui continue à militer pour une coopération avec la DDR. Adepte d'une stratégie préfigurative dans les luttes anticapitalistes, le SDS prône des modes d'organisation et de relations sociales marqués par l'idée de l'*autogestion*, élément de base de ses réflexions sur le fonctionnement de la société future.

Pour être pertinentes, la présentation et, à plus forte raison, l'explication du mouvement étudiant allemand dans **la première partie** de la présente étude supposent de les replacer dans l'évolution de la jeune République fédérale focalisée sur la « prospérité pour tous » (*Wohlstand für alle*) fait face en 1966/1967 à sa première récession économique. Penchons-nous donc sur la genèse, le caractère et l'idéologie du mouvement (1.1), avant de nous interroger sur les objectifs et stratégies du « changement » politique et sociétal qu'il prône (1.2). (6)

Après un aperçu de ses particularités, faudra-t-il conclure que le mouvement étudiant allemand s'apparente à la révolte des jeunes Français pendant les événements de mai-juin 1968 ? Nos rencontres de Dijon révèlent plutôt un manque de compréhension mutuelle entre les contestataires des deux pays. Pour dépasser l'histoire descriptive et mettre en exergue l'originalité du mouvement étudiant allemand, nous suggérons donc pour **la deuxième partie** une comparaison avec les événements de *Mai 68* (7). Constatons d'entrée le peu d'interactions entre les deux *mouvements*, voire déjà avant 1968 entre les courants « critiques » qui marquent la gauche extra-parlementaire en Allemagne et en France. Ce qui laisse supposer que les deux mouvements restent fortement circonscrits par la situation historique, politique et sociale propre à chaque pays. Nous nous interrogeons par conséquent sur les différences du cadre institutionnel et contexte sociétal des deux côtés du Rhin (2.1), avant de nous intéresser à la conception du « changement » véhiculée par la contestation et son ancrage dans les traditions des luttes sociales des deux pays (2.2).

1. Genèse, évolution et impact sociétal du mouvement étudiant allemand

La contestation dans les universités se veut *politique*. On considère que l'éducation et la formation, vecteurs de socialisation, sont marquées par un conformisme peu soucieux de se débarrasser de l'héritage du nazisme et point en

adéquation avec les enjeux d'une société en quête d'une synthèse entre la modernité et la justice sociale. Etudiants et enseignants appellent à des réformes de structures, notamment à l'ouverture de l'enseignement supérieur aux classes sociales défavorisées, à des pédagogies innovantes ainsi qu'à une gestion *participative* impliquant tous les acteurs des établissements scolaires et universitaires.

Le gouvernement fédéral devient la cible des contestataires au fur et à mesure que sa politique heurte leurs convictions en matière de démocratie, d'Etat de droit et de solidarité internationale. C'est le cas en décembre 1966 à la suite de la formation d'un gouvernement de grande coalition entre chrétiens-démocrates (CDU/CSU) et sociaux-démocrates (SPD) et de son empressement à faire voter des *lois sur l'état d'urgence*, sur fond d'opposition croissante de sa jeunesse à la guerre du Viêt Nam en cours depuis 1963. La République fédérale s'avérant une alliée fidèle des Etats-Unis, la dénonciation de l'*impérialisme américain* et le soutien des mouvements de libération des peuples colonisés constitue un sujet mobilisateur majeur des jeunes Allemands. Ils sont inspirés par la contestation sur les campus américains, lancée à partir de 1964/65 à l'Université californienne de Berkeley.

Avec l'émergence des étudiants comme acteurs de la *société civile*, les années 1966-1969 s'avèrent donc un véritable tournant de l'histoire d'après-guerre. Les campus universitaires font partie de l'Opposition extra-parlementaire (APO), ce rassemblement de mouvements critiques opposés aux lois sur l'état d'urgence, dont certains sont *historiques* comme la « Campagne pour la paix et le désarmement » (Marches de Pâques). La lenteur de la procédure législative pour la mise au vote des dites lois, initiée dès 1960 à la diète fédérale, crée un contexte favorable à la propagation des thèses du SDS, groupe porteur de l'APO.

1.1 Un mouvement antiautoritaire, anticapitaliste et antifasciste

Le « miracle économique » (Wirtschaftswunder) galvanise les débuts de la République fédérale (8) jusqu'à sa première crise économique en 1966/67, qui fait apparaître des fissures dans son modèle social. La récession place brutalement le risque de chômage en tête des priorités des pouvoirs publics, de la classe politique et des organisations patronales et syndicales et les obligent à s'interroger sur la solidité des fondements de la jeune démocratie ouest-allemande. Le *capital humain*, donc l'éducation, la formation et la recherche, comptant parmi les facteurs déterminants de la croissance économique, les dysfonctionnements de ces secteurs réclament un train de réformes ambitieuses, mais qui semblent compromis du fait de la fragilité des institutions politiques.

En témoigne l'absence de contre-pouvoir au *Bundestag*, le parlement fédéral, face à un gouvernement de grande coalition. L'opposition du petit Parti libéral (FDP), du fait de son faible poids (à peine 10% des sièges), rend inopérant tout contrôle parlementaire du pouvoir exécutif préconisé par la Constitution. D'où l'émergence d'une *Opposition extra-parlementaire* (APO), animée notamment par le SDS. Elle n'hésite pas à assimiler l'Etat et la société à un régime au fonctionnement autoritaire couvrant les inégalités sociales que secrète le système économique. Très en vogue, l'analyse d'inspiration marxiste suggère que la démocratie représentative n'est que la superstructure d'un capitalisme à outrance. Poussant à la production et la consommation de masse (*Konsumterror*), elle exposerait la population laborieuse à l'exploitation et à des conditions de travail et de vie aliénantes. Cette analyse est renforcée par les thèses du *peace researcher* norvégien Johann Galtung, dont l'influence est forte chez les étudiants, qui assimile les injustices sociales à une forme de « violence structurelle » interdisant l'épanouissement de l'homme.

Si dans le monde alors encore bipolaire de la guerre froide *Est-Ouest*, un courant du SDS reste idéologiquement attaché à la doctrine marxiste prédominant dans les pays du bloc soviétique (*socialisme réel*), la majorité des contestataires refuse toute forme de dogmatisme confiant la direction du changement à une avant-garde politique. Marqué par les théories libertaires et la pensée critique de l'École de Francfort, illustrée par la diffusion des textes de Theodor Adorno, Max Horkheimer et Herbert Marcuse, le mouvement se veut résolument *antiautoritaire*. Adeptes d'une *contre-culture*, il expérimente des formes de vie alternatives : grâce notamment à des pratiques autogestionnaires dans l'éducation, l'enseignement, l'artisanat et les services, l'espace habitation, la culture et les loisirs (9). Les contours d'une contre-société naissante, destinée à favoriser l'épanouissement individuel et collectif, sont fortement marqués par le psychanalyste Wilhelm Reich et sa conception de la révolution sexuelle (10). L'*antiautoritarisme* s'avère le courant le plus durable du mouvement étudiant. Il prêche la libération des mœurs, l'émancipation des femmes, la reconnaissance des droits des homosexuels ainsi que de la sexualité non procréatrice - tendances ne tardant pas à se manifester à l'échelle du monde occidental. En référence notamment à la forme patriarcale et monogamique de la famille et sur le caractère social des névroses, le fondateur du freudo-marxisme lie toute forme de révolution culturelle à la condition d'une *révolution sexuelle* - l'aspiration au *bonheur* étant difficilement compatible avec l'idéologie et le fonctionnement de la société capitaliste.

Anticapitalistes, ces mouvements se veulent également antifascistes, en considérant le national-socialisme comme l'expression spécifique du capitalisme allemand. Les jeunes n'hésitent pas à demander des comptes à leurs parents en les interrogeant sur leur comportement sous le Troisième Reich. Parmi les

personnalités voire des hauts représentants de l'Etat contraints à avouer leur passé - leur appartenance au parti national-socialiste (NSDAP) -, figure le Chancelier de l'époque, Kurt Georg Kiesinger (CDU). C'est lui qui entre décembre 1966 et octobre 1969 dirige le gouvernement de grande coalition. Le cas de ce juriste de formation confirme la thèse de l'APO selon laquelle la justice allemande est fort mal dénazifiée (11).

L'affrontement des générations prend des allures violentes. Il révèle la fragilité d'un Etat encore peu à même de gérer des conflits autrement que par la répression policière. Le 2 juin 1967, un étudiant est tué à Berlin-Ouest pendant une manifestation contre la venue du Shah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi, ciblé pour son régime dictatorial proaméricain. La montée de la tension politique est attisée par la campagne de haine déclenchée par une partie de la presse tabloïd contre les jeunes contestataires. Le 11 avril 1968, un tireur d'extrême droite, lecteur de la presse du groupe Springer, blesse grièvement par balles Rudi Dutschke, le leader étudiant, déclenchant une vague d'agitation de caractère presque insurrectionnel à Berlin-Ouest et dans d'autres villes universitaires. Dutschke meurt en 1979 des séquelles liées à cette tentative d'assassinat. Ces événements forcent à s'interroger sur la conception des pouvoirs et contre-pouvoirs dans la jeune République fédérale marquée par l'émergence de la *société civile* comme actrice du changement.

1.2 Réforme ou rupture ? Les acteurs d'une politique du changement

Pour Norbert Elias, le pays est en train de traverser une crise d'identité due à une fracture entre les élites d'après-guerre et les jeunes. Selon cet écrivain et sociologue, les premiers ont encore des points de référence à l'ordre politique et historique de l'avant-guerre et des années 1939-1945, sans toutefois affronter le passé nazi. Contrairement à eux, les jeunes seraient dépourvus de ce type de valeurs et se servent du marxisme pour « s'opposer au silence des parents » (12). Mais la référence à la doctrine marxiste ne débouche pas sur une stratégie de rupture commune à tous les courants du mouvement étudiant et de l'APO : à aucun moment, la *lutte des classes* est érigée en condition sine qua non du changement social. Face à la « violence structurée » - ancrée selon John Galtung dans les institutions, les normes et les procédures -, une minorité de contestataires considère comme légitime le recours à la *contre-violence*. Elle est influente dans le SDS qui, profondément divisé sur la question de la lutte armée, va finir par se saborder en 1970. Tout en assimilant le monopole de l'usage de la force par l'Etat à une *rationalisation* de la violence - nourrissant l'injustice sociale perçue et par là, la frustration et la colère -, le fondateur de la science

pour la paix plaide, lui, pour la résolution pacifique des conflits par la *résistance non-violente*.

Comme tant de mouvements sociaux précédents, la contestation en République fédérale se trouve donc divisée entre partisans d'une politique réformatrice du *changement* et adeptes de stratégies révolutionnaires (13). Cette polarisation débouche en 1968 – l'année qui pourtant à ses débuts a éveillé tant d'espérances – sur les plus vives déceptions entraînant la disparition de l'APO. Après la (vaine) mobilisation citoyenne contre les lois d'exception, la contestation s'essouffle, sous le choc également des revers subis par les mouvements réformateurs dans les pays voisins, notamment de la violente répression par les troupes du Pacte de Varsovie du *Printemps de Prague* aux allures d'un « socialisme à visage humain » en Tchécoslovaquie. Selon le politiste Wolfgang Kraushaar, l'échec de la contestation en République fédérale est patent déjà à la fin de l'été 1968 : « Le mouvement de protestation avait perdu sa cohésion, les attentes exagérées se répercutaient négativement sur les structures internes des organisations militantes déclenchant des conflits qui ne pouvaient se résoudre souvent que par des scissions et des exclusions » (14). En effet, le mouvement éclate en trois tendances majeures :

-Tout d'abord, nombre de contestataires optent pour la « marche à travers les institutions », pour reprendre la formule de Rudi Dutschke. Entrant dans les partis établis siégeant au Bundestag, le parlement fédéral, ils s'engagent à contribuer à la démocratisation du système pour imposer une politique de progrès social (15).

-Ensuite, d'autres contestataires rejoignent le minuscule *Parti Communiste Allemand* (DKP) d'obédience soviétique ou animent des groupuscules d'extrême gauche de tendance maoïste et trotskiste dans leurs tentatives de s'implanter notamment dans les entreprises. Défendant des ambitions *révolutionnaires*, ces formations n'ont par contre qu'un faible impact politique, ne réussissant pas à franchir la barre des 5 % des sièges d'un scrutin régional ou fédéral exigée par la Constitution pour accéder à un parlement.

-Enfin, refusant de s'impliquer dans une démocratie d'apparence, de nombreux contestataires se retirent dans la sphère privée, dans des réseaux de communautés antiautoritaires, à la recherche de l'épanouissement personnel et en affichant leur solidarité internationale avec des peuples en lutte. « C'était la débandade générale », se souvient Dieter Kunzelmann, cofondateur en 1967 à Berlin-Ouest de la première communauté aux accents libertaires (*Kommune 1*) : « tous partaient en voyage – en soi-même, vers l'Inde et ses gourous, vers l'Italie où les luttes de classes faisaient rage, vers les mouvements de libération nationale d'Amérique du Sud et d'Amérique Centrale ou vers la Palestine » (16). Intensifiant égarements et revirements, l'année 1968 opère non seulement une

démarcation entre les différents courants politiques, mais aussi l'inverse, une synthèse inédite : on assiste à un étonnant brassage des idées alliant la croyance gauchiste dans la *spontanéité* et la *démocratie directe* à des références marxistes, maoïstes voire staliniennes.

Si l'année est considérée comme le prélude à « la grande confusion » (Kunzelmann), c'est surtout parce que des groupuscules issus de la contestation commencent à se radicaliser et finissent par vouloir imposer le changement par la lutte armée. C'est le cas de la *Fraction Armée Rouge* (Rote Armee Fraktion : RAF) qui apparaît en 1970. Prônant la « lutte des classes », elle se considère comme partie intégrante de la « guérilla métropolitaine du prolétariat international contre la bourgeoisie impérialiste » (Ulrike Meinhof) (17). Misant notamment sur les exclus de la société, elle fait sienne la thèse du philosophe et sociologue marxiste Herbert Marcuse selon laquelle dans le capitalisme avancé les groupes marginaux (Randgruppen) sont en situation de représenter des antagonismes sociaux persistants.

Cependant, ce n'est pas la RAF et les autres groupes assimilés au terrorisme de gauche qui en République fédérale lancent la discussion sur la lutte armée. Dès septembre 1967, la XXII^e Assemblée des délégués du SDS à Francfort-sur-le Main diffuse le concept de la guérilla urbaine. Elle transpose la théorie du *foco* de Che Guevara de la campagne à la ville ainsi que du Tiers-monde aux métropoles du premier monde (18). Les conditions sont « mûres pour une action révolutionnaire ». Telle est la conviction des leaders du SDS, Rudi Dutschke et Hans-Jürgen Krahl. Pour eux, ce n'est qu'une « question de volonté et de détermination » que de saisir les possibilités politiques qu'offre le contexte international. Deux phénomènes leur paraissent indissociables, malgré leur distance tant géographique qu'historiques : le conflit du Proche-Orient, d'une part, ainsi que la série de mouvements contestataires en Europe, d'autre part (19).

Si dans les luttes aux multiples facettes contre le nouveau *fascisme* (capitalisme, société bourgeoise, répression policière, impérialisme américain) la RAF et les autres *desperados* peuvent difficilement s'inscrire dans la continuité historique des luttes des années 1960, c'est parce que ni leur vision, ni leur stratégie, fondée sur l'action subversive et la *lutte armée*, ne reflètent les aspirations et pratiques des mouvements de l'époque. Par contre, d'autres courants se réclament à juste titre de l'héritage contestataire : les *nouveaux mouvements sociaux*, aux accents notamment féministes, anti-nucléaires et environnementaux. Ils convergent vers une implication de la société civile dans le système de la démocratie représentative. En devenant un « facteur de politique intérieure incontournable » (Hans-Magnus Enzensberger), ces mouvements ne sont cependant guère inspirés par la conception du *politique* propre au système établi. En la jugeant trop éloignée des préoccupations des citoyens, ils optent de

préférence pour des démarches de proximité au niveau local et régional. C'est surtout le cas des milliers d' « initiatives citoyennes » (*Bürgerinitiativen*), l'expression la plus pertinente des nouveaux mouvements sociaux. Loin de signaler seulement les dysfonctionnements de la démocratie représentative et d'exercer des pressions sur les décideurs politiques pour y remédier, ces groupes de citoyens vont jusqu'à explorer des formes de vie et de travail alternatives. Ils prouvent leur sens de l'innovation dans des secteurs tels que l'artisanat, l'agriculture, l'urbanisme ou la production énergétique. Leur fonctionnement pouvant couvrir des activités de subsistance, la distinction – marquée par la théorie marxiste - entre travail productif et travail reproductif devient obsolète. Par conséquent, le dogme de la *classe ouvrière* comme force productive et moteur du *changement* devient, lui aussi, obsolète, battu en brèche par les évolutions démographiques et sociales d'après-guerre induites par le *miracle économique*, la période de forte croissance (toujours en cours dans les années 1960 et arrivant à terme seulement avec le choc pétrolier de 1973). Autrement dit, la vision d'une société bipolaire conçue autour de l'opposition *capital-travail* comme une donnée intangible, inscrite dans la nature du *capitalisme*, s'estompe à la faveur d'une image pluraliste faisant émerger les couches ou classes moyennes comme nouvel acteur du *changement*. Ces mouvements convergent en 1980 vers la création d'un parti d'un nouveau type, les *Verts* (*Die Grünen*). Inspirés par les idées anti-autoritaires, pacifistes et *alternatives* des décennies précédentes, ses fondateurs s'engagent à fonctionner selon les principes de la démocratie de base et à militer pour la justice sociale et la protection de l'environnement.

Avec ses particularités la contestation en République fédérale d'Allemagne rend évident des points de convergence avec les événements de mai-juin 1968 en France. La conclusion s'impose que dans les deux pays les protestations ont pour arrière-plan les crises du système universitaire et débouchent, en dehors du campus, sur des *mouvements sociaux* aux effets déstabilisateurs pour le système politique ou mettant au moins en cause les valeurs sur lequel il est fondé. Les évidentes différences dans la genèse et la portée de la mobilisation dans les deux pays trouvent leur explication dans les spécificités du *contexte national* et, tout d'abord, de son système d'enseignement supérieur. En France - pour revenir au détonateur de *Mai 68* -, la centralisation de l'administration universitaire, nous rappelle l'historienne Ingrid Gilcher-Holtey, fait dépendre les règles de visite dans les résidences d'une décision ministérielle. Elle a comme effet « la politisation des revendications et protestations étudiantes les plus marginales », créant ainsi « les conditions métamorphosant en un très bref laps de temps les affaires universitaires en affaires d'État » (20). Du côté allemand par contre, le fédéralisme du système éducatif et la large autonomie des établissements de l'enseignement supérieur empêchent toute politisation *immédiate* des conflits,

c'est-à-dire retardent l'intervention du Gouvernement fédéral dans les affaires universitaires.

Insistant donc sur les autres différences entre les mouvements allemands et français pour mieux expliquer leur manque de convergence et d'interaction.

2. Le manque d'interaction entre les contestataires français et allemands.

Au début des années 1960, il n'existe qu'un faible dialogue entre les courants critiques des deux pays via revues, écrits et universités. Outre-Rhin, on observe une percée limitée du surréalisme français et de l'Internationale situationniste. En faisant siennes leurs thèses sur la société de consommation, l'*homme-marchandise* et la gestion totalitaire de la vie quotidienne (Guy Debord), le groupe *Subversive Aktion* s'inspire dès 1962 des situationnistes : de leur conception d'une « révolte totale et permanente (...) comme explosion de l'être créateur » et d'une « subversion quotidienne (...) comme expérience d'émancipation » (21). Critiquant le situationnisme, comme une révolte existentialiste « sans valeur révolutionnaire » (22), les *internationalistes* du groupe (dont Rudi Dutschke) ne tardent pas à se détourner du postulat français pour s'orienter vers la contestation à l'américaine contre la guerre au Viêt Nam. Le mouvement étudiant allemand emprunte donc ses visées émancipatrices aux *provos* américains et hollandais (leurs premiers émules en Europe) (23), notamment leurs notions de *démocratie participative* et d'*action directe*.

Ce n'est qu'à partir de février 1968 que ces idées imprègnent la France suite au Congrès sur le Viêt Nam des 17 et 18 février 1968 à Berlin-Ouest. Se connaissant uniquement par des canaux indirects, les groupes contestataires allemands et français nouent ici les premiers contacts, donc juste au moment de nos rencontres franco-allemandes à Dijon. A Berlin-Ouest les Français découvrent les tactiques de lutte du SDS, que lui-même a empruntées dès 1965 aux pratiques d'action des *Students for a Democratic Society* aux Etats-Unis dans leur opposition à la guerre du Viêt Nam. Face aux autorités en France, ils utilisent dorénavant les tactiques de la surprise apprises en février : « slogans hachés, frappés dans les mains, sautilllements sur place au rythme de Che-Che Guevara, banderoles en lettres de feu tendues à travers la chaussée » (24). La solidarité franco-allemande semble bien partie. Le 2 avril, Karl-Dietrich Wolff, un des dirigeants du SDS, soutient à Nanterre le *mouvement du 22 mars*. Il affirme que les objectifs des étudiants en lutte sont les mêmes des deux côtés du Rhin. Le 13 avril, après la tentative d'assassinat contre Rudi Dutschke, on manifeste à Paris contre la presse du magnat Springer et contre le projet des lois d'urgence. Le 24 mai, le refoulement à la frontière franco-allemande de Daniel

Cohn-Bendit, de nationalité allemande et un des leaders du mouvement de Mai , déclenche des manifestations de solidarité transfrontalières, préparant le rapatriement clandestin de l'indésirable, accusé de « compromettre l'ordre public » (25). Mais il ne s'agit ici point du prélude d'une phase proprement dite d'*interaction* voire de *transnationalité* des mouvements protestataires allemands et français : somme toute, la coopération entre les militants des deux pays reste limitée, en passant rarement par des actions communes. Ce n'est que dans les années 1970, avec l'essor des mouvements féministe, anti-nucléaire, écologiste et pacifiste, que des structures de coordination bilatérales émergent (26).

Le peu de convergence franco-allemande dans les années 1960 s'explique tout d'abord par le fait que les mouvements sont circonscrits par la situation historique, politique et sociale propre à chaque pays: « Les idées, les concepts et les formes d'action révolutionnaires », observe l'historienne Christiane Kohser-Spohn, « devaient d'abord passer par le filtre des particularités nationales avant d'être adaptés au-delà et en-deçà des frontières » (27).

2.1 Contexte sociétal et cadre institutionnel des mouvements contestataires

En **France**, le régime autoritaire du Général de Gaulle et la Constitution de la V^e République (1958) sont vivement mis en cause (« Dix ans, ça suffit »). Après avoir rempli sa mission historique consistant à mettre fin à la Guerre d'Algérie (1954-1962) et ainsi à un conflit qui déchire la France, le Président de la République est considéré inapte à lancer une politique de réformes tenant compte des mutations socio-économiques et démographiques des années de forte croissance en cours (*Trente Glorieuses* 1946-1975). Une défaillance favorisée par la révision constitutionnelle de 1958. Elle installe un régime semi-présidentiel, certes sans remettre en cause le système parlementaire : elle renforce le pouvoir exécutif à travers la personne du chef de l'Etat, en limitant, sous couvert de rationalisation, le rôle et l'influence du pouvoir législatif (Sénat, Assemblée nationale, référendum).

Mai 68 reflète une poussée sociale incomparablement plus large qu'outre-Rhin, au moment où les ouvriers rejoignent les étudiants et enseignants en lutte et que les partis de gauche fonctionnent comme médiateurs politiques en proposant une alternative gouvernementale républicaine et citoyenne. La *grève générale* du 13 mai symbolise cette volonté de rupture avec les pouvoirs établis. Paralyant le pays à la suite de l'occupation des universités et d'usines, elle provoque une crise politique et sociétale sans précédent qui faillit sonner le glas du régime gaulliste. Certes, à la suite de la dissolution du Parlement par le Président, les nouvelles élections se soldent par une cuisante défaite des communistes, des

socialistes (SFIO) et du petit *Parti socialiste unifié* (PSU) de la nouvelle gauche, et reconduisent la majorité conservatrice. Mais, incités à définir leurs *projets gouvernementaux*, ces partis se placent dorénavant dans la perspective d'une alternance crédible au pouvoir gaulliste. Cette démarche aboutira en 1981, avec la victoire des partis de gauche aux élections présidentielles et législatives.

En **République fédérale**, les militants de l'Opposition extra-parlementaire se mobilisent en juin 1968 contre l'adoption des lois d'urgence par le *Bundestag*, le parlement fédéral. Une législation qu'ils assimilent à une mesure préventive constitutive d'un État autoritaire. La mort de l'étudiant Benno Ohnesorg, tombé le 2 juin 1967 pendant une manifestation contre le Shah d'Iran sous les balles d'un policier, est interprétée comme un meurtre *politique*. Le projet de loi rappelle les dérives de la République de Weimar (1919-1933) en raison des pouvoirs d'exception (dictatoriaux) conférés au Président du Reich. L'exercice de ces pouvoirs « dans un sens de plus en plus hostile au pluralisme démocratique et aux libertés fondamentales » a joué un rôle décisif dans l'effondrement de la République et l'avènement du régime national-socialiste (28). Donner à l'exécutif les pleins pouvoirs en cas de crise intérieure ou extérieure, revient pour l'APO à ignorer les leçons de Weimar et à nier les causes constitutionnelles de la montée du national-socialisme. L'opposition aux lois d'urgence est donc cadrée par une large réflexion sur la fonction de l'*État bourgeois* et les fondements de la *société capitaliste*. Ce n'est pas le cas en France où le thème du fascisme n'est « pas au cœur de l'interrogation sur la société bourgeoise capitaliste » (29) : il n'y a pas de référence au régime de Vichy – cette « dictature charismatique » (Henry Rousso) sous Philippe Pétain née de la défaite de 1940 et restée l'alliée de l'Allemagne nazie jusqu'en août 1944.

En République fédérale, le mouvement semble « plus politisé, plus théorique et plus réflexif » (Ingrid Gilcher-Holtey) que dans l'Hexagone. Mais en interprétant la mort d'un étudiant à Berlin Ouest comme signe évident d'une politique de répression anticipant la future législation d'urgence, l'APO limite sa marge de manœuvre : elle fixe l'alliance autour d'un projet orienté essentiellement vers la *défense* des structures démocratiques établies. S'agissant du seul dénominateur commun des courants hétérogènes de l'*opposition extraparlamentaire*, ses démarches ne convergent pas vers une lutte pour une *autre République*, en empêchant déjà sa transformation en un parti de la *nouvelle gauche*. Contrairement au mouvement protestataire en France, l'APO ne provoque donc ni une polarisation du paysage politique ni une crise gouvernementale. A aucun moment elle n'arrive à « briser le consensus partisan sur lequel reposait la grande coalition » (30), du fait de son faible ancrage dans le parlement fédéral : l'opposition interne au SPD et les quelques députés

libéraux hostiles à la législation d'urgence ne pèsent pas lourd lors du vote du *Bundestag*.

En France comme en République fédérale, estime Ingrid Gilcher-Holtey, les objectifs de la contestation ne se définissent que progressivement dans le cours de l'action et grâce au relais des groupes porteurs qui, « chacun à leur façon, donnent structure au mécontentement et aux actions de protestation » (31). En effet, force est de constater que les idées et les concepts du *changement* voire les traditions des luttes sociales ne sont pas les mêmes des deux côtés du Rhin. Ce qui bien entendu complique l'*interaction* entre les contestataires des deux pays.

2.2 Idées et stratégies du *changement*, traditions des luttes sociales

En France, les événements de mai-juin 1968 sont souvent assimilés au *plus vaste* mouvement social du dernier siècle. Ils remettent en cause les institutions traditionnelles (dont la famille, l'éducation et l'Eglise), en s'attaquant avant tout - de l'entreprise jusqu'à la Présidence de la République - au principe d'*autorité* : les événements expriment « la puissance populaire contre toute forme de pouvoir (...) qui était méprisée, déniée » (32). Avec des accents anti-autoritaires et libertaires (« il est interdit d'interdire »), le mouvement véhicule les idées de l'*autogestion* et de la *démocratie participative*. Il va durablement marquer la société et la vie politique de l'Hexagone, en accélérant l'évolution des mentalités, notamment sur le travail, l'environnement ou le rôle des femmes. Ses multiples manifestations - souvent confuses voire contradictoires, parfois violentes, mais aussi ludiques et festives - compliquent la classification typologique du mouvement. Avec ses barricades, ses grèves, ses occupations d'usines, l'historien Michel Winock inscrit *Mai 68*, dans la « tradition révolutionnaire française ». S'il insiste sur la *diversité* du mouvement, c'est pour expliquer l'étendue et la profondeur de la *crise* de la France gaullienne: « C'était à la fois une révolte étudiante, c'était un mouvement révolutionnaire de la part des groupuscules qui n'étaient pas unifiés, c'était une crise sociale avec un mouvement de grève sans précédent, c'était une crise politique, c'était en plus de tout cela une révolution culturelle » (33). Mais l'hétérogénéité du mouvement explique les difficultés de ses composantes à se situer par rapport à un *projet* politique et sociétal en commun, restreignant par là même leurs exigences à des revendications catégorielles à court terme. Le mouvement ne se donne donc pas, formellement, une structure de coordination comparable à celle - si éphémère soit-elle - de l'APO en République fédérale.

Au début, la rencontre entre étudiants et ouvriers est considérée par les organisations syndicales non comme une alliance mais comme une simple action

de « solidarité ponctuelle ». L'événement critique (Pierre Bourdieu) qui provoque le soutien des salariés et de l'opinion publique au mouvement étudiant, c'est la nuit des barricades à Paris, du 10 au 11 mai, avec comme suite la grève générale du 13 mai (34). La particularité du mouvement reste cependant sa *spontanéité*. La vague d'occupations d'usines à partir du 14 mai est lancée dans une entreprise d'État par un groupe de jeunes ouvriers qui décident d'eux-mêmes d'arrêter le travail et d'occuper leur entreprise. Une action faisant émerger la mouvance qui donne une vision inédite aux luttes des salariés : celle de l'*autogestion*. Elle est comprise comme une approche antiautoritaire et antihiérarchique de la gestion d'entreprise libérant la créativité du personnel. Si personne ne se hasarde sérieusement à imaginer la mise en œuvre, voire les formes juridiques et constitutionnelles d'une société fondée sur l'*autogestion généralisée*, cette utopie produit tout de même un impact idéologique sur le monde syndical et politique : après les universités, c'est le tour des entreprises d'être *démocratisées*. L'*autogestion* s'avère une aspiration commune d'une partie des composantes du mouvement contestataire. Synthétisant ses impulsions antiautoritaires, antiétatiques et antihiérarchiques pour une *vision* sociétale alternative, le concept permet au courant socialiste de se démarquer idéologiquement et stratégiquement du principe du *centralisme démocratique* inspirant le Parti Communiste Français (PCF) et la Confédération Générale des Travailleurs (CGT) (35).

En 1968, PCF et CGT s'attendent plutôt à un mouvement social à leur convenance, passant par le processus classique de la négociation collective. Exprimant, selon eux, un malaise général et le désir de réformes, l'*alliance* dans la rue n'est pas considérée comme une volonté de *rupture avec le capitalisme*. Ils refusent donc toute allégation *révolutionnaire* au débordement de la contestation vers les salariés. Menacés à la fois par la sensibilité spontanéiste et anarchiste du mouvement et par l'aventurisme des gauchistes *pseudo-révolutionnaires* dans ses rangs (trotskistes et prochinois convaincus du rôle *révolutionnaire* des travailleurs trahis par la gauche établie), PCF et CGT craignent pour leur stratégie de conquête pacifique du pouvoir. L'étiquetage de *gauchiste* renvoie au contexte international : « Le PCF est préoccupé par le schisme qui divise le mouvement communiste autour du conflit entre la Chine et l'Union soviétique. S'y ajoute l'émergence du guévarisme vers le milieu des années 60, liée à l'expérience cubaine, qui revalorise la lutte armée par rapport à la lutte pacifique » (36). Résolument réformistes, PCF et CGT misent, dans la phase de forte croissance en cours, sur l'État comme régulateur : sa conquête devant permettre d'infléchir « les mécanismes d'intervention dans un sens favorable au monde du travail » (37). Une stratégie qui passe par l'*Union de la Gauche*, une alliance électorale, fondée entre 1972 et 1977 sur un *Programme commun de gouvernement*, mais ne se concluant pas par une victoire dans les urnes. Si ces deux forces majeures de la gauche finissent par intégrer la

contestation, c'est pour la canaliser vers des solutions de conflits classiques et le processus électoral. En effet, syndicats majoritaires et minoritaires réussissent à arracher au Gouvernement des concessions en matière de salaires, conditions et relations de travail. En application des pourparlers de Grenelle (25-27 mai), ils obtiennent notamment la reconnaissance de la *section syndicale* dans l'entreprise et la généralisation de la négociation collective (l'élément-clé du modèle social allemand!). Des acquis qui vont de pair avec le réajustement du système éducatif et d'autres réformes structurelles.

Si donc dans l'après-Mai il y a des changements dans l'air, ceux-ci sont toujours amorcés dans la France gaulliste. Autrement dit, le système institutionnel relève le défi de la contestation. En assimilant pendant la campagne pour les élections législatives des 23 et 30 juin (suite à la dissolution de l'*Assemblée nationale*) le PCF à « la menace subversive et totalitaire » pesant sur la France, les conservateurs et leurs alliés oublient délibérément que celui-ci s'avère plutôt un parti d'ordre qui, avec la CGT contribue à l'apaisement des tensions sociales en orientant la *politique de la rue* vers des solutions négociées et le processus électoral.

Loin de se revendiquer comme héritière du mouvement social de mai-juin 68, la *nouvelle gauche* peine à émerger comme nouvel acteur politique. Elle reste éclatée en une kyrielle de petits partis et groupements rivaux dont l'hétérogénéité idéologique interdit tout consensus autour d'une vision du changement alternative à celle de la gauche classique. Après l'essoufflement de la mobilisation en juin et juillet, le monde du travail connaît à son tour le rétablissement des rapports de pouvoir établis. Le monopole représentatif des syndicats est maintenu. La ré-institutionnalisation du modèle traditionnel de la négociation collective n'implique aucune concession majeure aux idées *participatives* et *autogestionnaires* en vogue pendant la contestation (38).

Constatons la simultanéité des événements qui des deux côtés du Rhin marquent le début de la débandade de la contestation : le 30 mai 1968, le jour même où, après les annonces d'une dissolution du Parlement et de l'organisation de nouvelles élections, le Général de Gaulle appelle à une manifestation de soutien à sa politique, outre-Rhin les partis du gouvernement de la grande coalition votent les lois d'urgence. Ils privent ainsi l'APO du conflit qui a fonctionné comme ciment *intégrateur* de ses composantes hétérogènes.

En **République fédérale**, la contestation ne déborde pas sur le monde du travail. Pourtant, la Confédération des syndicats (Deutscher Gewerkschaftsbund : DGB) et ses fédérations s'opposent au projet de législation d'urgence, qui depuis 1960 occupe le *Bundestag*. En raison des restrictions qu'elle entraîne notamment pour les droits de coalition et de réunion, les syndicats craignent pour leur autonomie et leur liberté d'action. Mais ils sont divisés sur la stratégie pour empêcher la

procédure législative : le DGB mise sur le veto des sociaux-démocrates (SPD) au parlement, pendant que le puissant syndicat de l'industrie métallurgique *IG Metall* et d'autres fédérations optent pour une opposition tous azimuts pouvant aller jusqu'à la grève *politique*. Une position minoritaire, mais renforcée dans les milieux syndicaux par le changement d'orientation du SPD: au lieu de continuer à refuser les lois d'urgence, le parti ne vise finalement que leur modification. L'opposition syndicale est soutenue par le SDS, résolu à donner une impulsion à l'APO en mobilisant les universités via des *congrès* et des *comités d'action* locaux.

Inspiré par le modèle de la *New Left* anglo-américaine, le SDS échoue donc à faire de l'APO le ferment d'une opposition socialiste à la gauche du SPD, celle-ci n'arrivant pas à dépasser le stade d'alliance *défensive* - avec comme seul élément fédérateur de ses composantes disparates, la sauvegarde des acquis *démocratiques* de la République fédérale. À la différence du pouvoir gaulliste en France, la *grande coalition* ne dévie pas de son cours politique, une fois rassurée de l'adhésion du SPD à la procédure législative. Avec la ratification des lois d'urgence par le *Bundestag*, le 30 mai 1968, l'identité collective de l'APO cimentée par l'opposition à la législation vole en éclat : les syndicats se retirent du *Comité d'urgence de la démocratie* (*Kuratorium Notstand der Demokratie*), dissout aussitôt ; deux ans après, l'autre composante majeure, la *Campagne pour la démocratie et le désarmement* (anciennement *Campagne pour le désarmement*) et surtout le SDS lui-même se sabordent d'eux-mêmes, découragés par les dissensions autour des questions stratégiques, au sujet notamment de l'usage de la violence en politique. Les autres groupements issus de l'éclatement de l'alliance continuent leur action militante (dans les universités, jusqu'au début des années 1970), mais désunis sans converger vers un mouvement comparable à celui de l'APO.

La division du syndicalisme au sujet des lois d'urgence révèle le faible ancrage de la contestation dans le monde du travail. Bénéficiaires de la période de forte croissance d'après-Guerre (toujours en cours, malgré le recul conjoncturel passager de 1966/1967), les salariés restent dans leur grande majorité confiants dans les vertus du système politique et socio-économique de la République fédérale. Encadrés par des syndicats reconstruits après la Guerre selon le modèle trade-unioniste anglo-saxon, ils jouissent (jusqu'à la crise de 1974/1975) de salaires, conditions de travail et prestations sociales conséquentes, grâce notamment au partenariat social, fondé sur la négociation régulière entre organisations ouvrières et patronales. Contrairement à la France, le *dialogue social* implique une participation plus directe des salariés à la gestion de leurs établissements (cogestion) et à la direction des entreprises (codétermination).

Si en France, selon un Jean-Paul Sartre particulièrement enflammé, en 1968 « les fils de la bourgeoisie s'unissent aux ouvriers dans un esprit révolutionnaire

» (39), en République fédérale par contre une forte aversion contre les étudiants contestataires se manifeste dans les entreprises. Certes, après la rupture de la social-démocratie avec le marxisme (1959), la doctrine de l'*antagonisme de classe* s'estompe sur les lieux du travail. Mais un sentiment de méfiance imprégné par un relent de conscience de classe à l'égard de l'Université persévère: la grande majorité des étudiants venant des milieux aisés et les classes populaires restant largement sous-représentées, l'Alma mater est considérée comme reflet d'*inégalités sociales* persistantes. La forte influence du libéralisme économique sur les salariés est imputée par l'extrême gauche à l'*histoire récente* de l'Allemagne: l'écrasement de la « mémoire des mouvements ouvriers révolutionnaires par le nazisme » (40). De ce fait dans les rangs des contestataires la tendance émerge de considérer les étudiants eux-mêmes comme « acteurs de substitution de la classe ouvrière » et « forces émancipatrices de la société » (41). Une interprétation suggérée par des sociologues comme Charles Wright Mills qui analysent les rapports sociaux dans leur complexité, voire se focalisent sur la mutation du *sujet révolutionnaire*. Ainsi Herbert Marcuse perçoit comme condition nécessaire de la transformation sociale une coïncidence de deux évolutions : l'émergence, à côté de la *classe ouvrière* comme facteur *objectif* de la *révolution*, de nouveaux facteurs *subjectifs* que sont les étudiants et la population des ghettos (42).

Sous l'impact de *Mai 68*, en République fédérale l'heure est au retour du *prolétariat* comme acteur social. L'image de la France en lutte, la mobilisation autour de l'*autogestion* et donc d'un concept innovant allant au-delà de simples revendications matérielles, certes, après la décevante campagne contre les lois d'urgence, rappellent aux contestataires allemands les limites de leur propre action. Mais l'Hexagone lui inspirent aussi des idées: dès le 20 mai, les étudiants de Berlin Ouest et de Francfort-sur-le Main, en suivant l'exemple de la Sorbonne, occupent à leur tour les universités pour en faire un lieu de coordination de la *résistance active* basée sur l'*unité d'action* avec les ouvriers. Même si ces derniers ne sont que quelques milliers à afficher leur solidarité, l'affirmation du principe de l'*unité* prend une haute valeur symbolique pour les courants dogmatiques (43).

La réorientation vers la *lutte des classes* détermine la phase finale de l'APO et (après sa dissolution) le début des années 1970. Cependant, l'émergence dans les entreprises d'étudiants et d'intellectuels comme *cadres* communistes de tendance léniniste, trotskiste et surtout maoïste (K-Gruppen) n'est que de courte durée et annonciatrice du déclin de la *nouvelle gauche* : extrêmement doctrinaire elle est peu crédible et, de toute façon, trop divisée pour faire une percée politique et obtenir une représentation dans les parlements fédéral et régionaux.

Ces courants s'inspirent-ils encore du *modèle* de la « France en lutte », dont la fascination sur les contestataires allemands est une évidence, comme en témoigne l'abondante littérature consacrée aux événements du *Pariser Mai* ?

3. L'entrée de la société civile dans *la politique*

Les avis divergent sur l'empreinte de Mai 68 sur la contestation ouest-allemande et sa portée sur la nouvelle gauche au début des années 1970. Christiane Kohser-Spohn nous rapporte les conclusions de Bernd Rabehl, un des leaders étudiants à Berlin-Ouest, qui déjà en 1976, lors d'un Congrès sur l'après-*Mai 68*, regrette que le mouvement français n'ait plus d'implication en République fédérale. La focalisation, plutôt que sur la France, sur la Chine, l'Italie et d'autres pays *modèles*, s'avère selon lui une erreur politique lourde de conséquences: « Nous avons succombé au léninisme dans ses formes diverses et variées ». Il s'interroge sur les raisons qui outre-Rhin ont empêché l'intelligentsia de se servir davantage du *modèle* de Mai 68, avec sa richesse d'idées et de pratiques innovantes : « Aussi incompréhensible que ce soit, les événements français n'ont joué qu'un rôle secondaire au sein du mouvement des intellectuels allemands (...). Le mouvement étudiant était tellement borné! (...). Pourquoi le mouvement français n'a-t-il pas joué ce rôle? Dans ce pays, le PC (...), le mouvement syndical (...), le système bourgeois (...), l'idéologie bourgeoise (étaient) en crise (...). Nous n'avons observé rien de tout cela, cela aurait pu être pourtant le point de départ que nous recherchions tant en 68 » (44).

L'hypothèse d'une « situation française » (Hans-Magnus Enzensberger) en République fédérale paraît peu crédible à Ingrid Gilcher-Holtey, les orientations du mouvement dans l'Hexagone ne se prêtant pas à une transposition pure et simple dans le contexte allemand. D'abord, parce que le concept français d'*autogestion* s'oppose au modèle de la *cogestion* dont se réclament les syndicats allemands. Ensuite, parce que l'APO ne dispose pas dans les syndicats « de relais issus de la nouvelle gauche capables de donner forme, par des actions directes, des occupations d'entreprises et donc par une mobilisation d'en bas, à une autre stratégie de transformation et à un autre projet de participation » (45). Mais même en France toutes les confédérations ne confèrent pas à des *soixante-huitards* le soin de repenser la rénovation de l'action syndicale - notamment la CGT, la principale force avec le PCF de la gauche *ancienne*. Elle refuse l'*autogestion* comme idée porteuse du processus du changement social. Une vision dépourvue de concrétisation, constitutionnellement et juridiquement insaisissable, qu'elle assimile à une « formule creuse » (46).

S'appuyant sur des apports théoriques et des expériences historiques diverses, l'*utopie autogestionnaire* est portée par un syndicalisme d'origine chrétienne

(CFDT) et un courant socialiste en quête de renouveau, afin de donner une « perspective politique aux aspirations libertaires de l'après-Mai ». Avec la renaissance du libéralisme économique à partir de la seconde moitié des années 1970, la vision change de connotation: les *autogestionnaires* entendent désormais « socialiser des valeurs et concepts libéraux (libre entreprise, marché, responsabilité, innovation, etc.) pour réinventer un socialisme démocratique moderne » (47).

Si les avis divergent sur la valeur sociale et l'impact sociétal des mouvements contestataires des années 1960, force est de constater qu'ils consacrent bel et bien la première apparition de la *société civile* sur la scène politique de leurs pays après la 2^{ème} Guerre mondiale. Au vu des multiples luttes sociales, environnementales et altermondialistes de nos jours, nous n'hésitons pas à affirmer que la **société civile**, désormais *actrice du changement*, pèse plus que jamais sur les *décideurs* politiques et économiques. Elle recourt toujours largement aux manifestations de rue ainsi qu'à d'autres types d'actions empruntés à l'époque par les contestataires. Mais, depuis, la protestation s'est diversifiée et enrichie grâce à la multiplication et au raffinement des outils de contrôle et de pression dont disposent les citoyens à l'ère de la numérisation. Contrairement aux mouvements des années 1960 qui manquaient cruellement de dialogue et d'interaction, aujourd'hui, les réseaux sociaux permettent des actions transfrontalières coordonnées, adaptées aux dimensions internationales des structures politiques et économiques, avec notamment l'intégration européenne et la mondialisation, évolutions entraînant une interdépendance croissante des pays.

Selon certains, un autre message des mouvements des années 1960 est « l'émergence du *Nous* » (48), la prise de conscience que l'épanouissement de l'individu passe par la *solidarité collective*. On peut en effet affirmer qu'ils ont ainsi contribué à *démocratiser* la politique. Grâce à leurs actions *citoyennes* autonomes et autogérées - type « Bürgerinitiativen » - ils ont injecté une dose de *démocratie directe* au système politique représentatif menacé d'érosion. Un processus initié en République fédérale comme en France par l'échec des courants dogmatiques de la *nouvelle gauche* issue de la contestation : après leur essoufflement, bon nombre de militants finissent par s'engager dans les *nouveaux mouvements sociaux*. Ceux-ci convergent dans les années 1980 vers la création de partis écologiques et *alternatifs*. Des partis d'abord « anti-système » mais qui après une mue pragmatique, comme en République fédérale, s'installent durablement sur l'échiquier politique (49). Si dans les deux pays, la poussée électorale des *Verts* contribue à l'affaiblissement des partis dits de *rassemblement* (Volksparteien), marqués par l'effritement de leur base sociale, outre-Rhin ils s'imposent comme partenaires incontournables des coalitions gouvernementales au niveau fédéral et régional.

Notes

1. Voir *Les Dépêches de Dijon*, 21 février 1968, p. IV
2. Ibid.
3. Jean-Pierre Duteil, ancien membre du Mouvement du 22 mars, cité d'après *Libération* du 21 mars 2008, 'La LIBE des étudiants', p. 39
4. Vincent Lucy, Geoffroy Mannet in *Libération* du 21 mars 2008, 'La LIBE des étudiants', p. 38
5. Créé après la Seconde Guerre mondiale, en 1949, dans la zone d'occupation soviétique, à la suite de la fondation de la République fédérale sur le territoire des zones d'occupation américaine, britannique et française, la DDR se considère comme *démocratie populaire* - un terme issu du lexique politique communiste pour distinguer les États du bloc soviétique des démocraties libérales. L'existence des deux États allemands est consolidée par leur intégration au sein des blocs de l'Ouest et de l'Est. L'Allemagne demeurant un enjeu majeur de la *guerre froide*, les tensions se cristallisent autour de Berlin. Une crise entre les Alliés ouverte en 1958 se conclut par la construction du *Mur* en 1961. Devenu incontrôlable, le SDS est rejeté par le SPD, aussi et surtout parce qu'il lui reproche d'être infiltré par des collaborateurs du *Service de police politique, de renseignements, d'espionnage et de contre-espionnage* de la RDA (STASI).
6. Nous reprenons ici l'essentiel de notre exposé du mouvement étudiant allemand dans l'introduction à l'ouvrage collectif dirigé par Gius Gargiulo et moi-même : *Terrorismes - L'Italie et l'Allemagne à l'épreuve des « années de plomb » (1970-1980) : réalités et représentations du terrorisme*, Paris (Houdiard-Editeur) 2008, p. 27 sq. (repères historico-politiques). L'aperçu des années 1960 est certes fondé sur des souvenirs personnels de mes années d'études, mais il s'inspire largement des recherches consacrées à la *Studentenbewegung* et notamment des travaux de Wolfgang Kraushaar : 1968 - *Das Jahr, das alles verändert hat*, Munich (Piper), 1998 ; 1968 als Mythos, Chiffre und Zäsur, Hamburg (Hamburger Edition), 2000 ; *Die 68er-Bewegung international – Eine illustrierte Chronik 1960-1969*, t. I-IV, Stuttgart (Klett-Cotta) 2018. Voir aussi Niall Bond : *Allemagne 68*, in *Histoire@Politique* 2008/3 (n° 6), p. 2 sq. ; <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2008-3-page-2.htm> (Abruf 10. Januar 2021)
7. Une source d'inspiration pour nous sont avant tout les études comparatives des mouvements contestataires en République fédérale et en France présentées par Ingrid Gilcher-Holtey dans ses ouvrages 'Die Phantasie an die Macht'. *Mai 68 in Frankreich*, Frankfurt a. M. (Suhrkamp stw) 1995, 2. Aufl. 2001; *Die 68er Bewegung. Deutschland - Westeuropa - USA*, München (Beck) 2001, 4. Aufl. 2008; *1968. Eine Zeitreise*, Frankfurt a. M. (Suhrkamp), 2008. Nous nous référons ici largement à sa synthèse développée lors du Colloque de Leipzig sur '*Les années 68: événements, cultures politiques et modes de vie*' : 1968 vu d'Allemagne, in *Lettre d'information* du Centre Franco-Allemand Berlin, n° 9 sur la séance du 15 mai 1995, pp. 3-14; https://sirice.eu/sites/default/files/pdf_lettre_9_gilcher.pdf (Abruf 1. März 2021). Nous nous inspirons également de l'étude comparative de Christiane Kohser-Spohn : *Mouvement antiautoritaire en Allemagne et mouvement contestataire en France : interactions ?*, in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2009/2, n° 94, (pp. 33-

38), paragraphes 1-2 ; <https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2009-2-page-33.htm>). Sur la contestation et la *contre-culture* des années 1960 au niveau international, voir surtout Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dir.): *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles (Éditions Complexe/IHTP), 2000.

8. La croissance rapide est notamment attribuée à l'aide massive du plan Marshall, à la réforme monétaire de 1948 introduisant la Deutsche Mark, au plein-emploi, à la longue durée du temps de travail ainsi qu'à l'arrivée, au début des années 1960, de la main-d'œuvre étrangère.

9. Pour un aperçu sur les théories en vogue dans le mouvement contestataire, voir, entre autres, Stephano Petrucciani: *La théorie critique de l'école de Francfort et le mouvement des années 1968 : un rapport complexe*, in *Actuel Marx* 2010/2 (n° 48), p. 138-151 ; <https://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2010-2-page-138.htm> (Abruf 20. Februar 2021). Sur les expériences dans les universités voir notamment Stéphane Pihet: *La révolte des étudiants berlinois, processus de politisation de la pratique des savoirs*, *Cahiers du GRM* (Groupe de recherches matérialistes) 4/2013 ; <http://journals.openedition.org/grm/312> (Abruf 10. März 2021)

10. Voir, entre autres, Peter-Paul Bänziger, Magdalena Beljan, Franz. X. Eder, Pascal Eitler (Hrsg.) : *Sexuelle Revolution? Zur Geschichte der Sexualität im deutschsprachigen Raum seit den 1960er Jahren*, Bielefeld (transcript Verlag), 2015

11. Sur le conflit des générations voir, entre autres, Christiane Kohser-Spohn: *Mouvement étudiant et critique du fascisme en Allemagne*, Paris (Editions L'Harmattan) 2000

12. Nicole Gabriel: *Etat de droit, violence et poésie dans l'Allemagne des années de plomb. L'exemple de Peter-Paul-Zahl*, in : Gius Gargiulo, Otmar Seul op. cit. (pp.122-149), p. 133 sq.; voir aussi p. 147 note 54

13. Cf. *ibid.*, avec une référence à l'analyse du philosophe Oskar Negt, figure majeure de la théorie critique de l'École de Francfort: *Interessen gegen Partei. Identitätsprobleme in der deutschen Linken*, in *Kursbuch* no.48, 1977, pp. 175-188

14. Wolfgang Kraushaar: *A l'ombre de la Fraction Armée Rouge : genèse des cellules révolutionnaires*, in Gius Gargiulo, Otmar Seul op. cit. (pp. 105-121) p.108 sq.

15. C'est, par exemple, le cas de Gerhart Schröder, futur Chancelier de l'Allemagne unifiée (1998-2005), qui commence à militer au sein du SPD, dans le groupe des *Jeunes socialistes* (Jusos)

16. Dieter Kunzelmann : *'Leisten Sie keinen Widerstand'. Bilder aus meinem Leben*, Berlin (Transit) 1998, cité d'après Wolfgang Kraushaar, op. cit. p. 108 sq.

17. Ulrike Meinhof, *Déclaration au procès* (1974); cité d'après <https://lesmaterialistes.com/contre-informations/ulrike-meinhof-dirigeante-communiste-ete-assassine-30-ans>, 9 mai 2006 (submitted by Anonyme) (Abruf 5. März 2021)

18. Voir Otmar Seul op. cit. p. 31 sq. Sur l'histoire du terrorisme de gauche en République fédérale allemande voir l'étude exhaustive de Wolfgang Kraushaar: *Die RAF und der linke Terrorismus*, 2 vol., Hamburg (Hamburger Édition) 2006.

19. Cf. Otmar Seul op. cit. p. 31 sq. Cette corrélation peut surprendre parce qu'il semble n'y avoir qu'une coïncidence chronologique – entre l'explosion de la révolte étudiante le 2 juin 1967 à Berlin-Ouest et la Guerre des Six jours menée par Israël contre l'Égypte du 5 au 10 juin 1967. Pour Wolfgang Kraushaar, ces deux « événements si dissemblables » marquent la naissance aussi bien du mouvement étudiant en République fédérale que celle de la résistance armée palestinienne, dont vont naître plusieurs organisations terroristes comme, notamment, le « Front populaire pour la Libération de la Palestine » (FPLP) créé en décembre 1967 par le docteur Georges Habache. La *Guerre des Six jours*, il est vrai, a considérablement modifié la relation du SDS avec l'État d'Israël. En septembre 1967, la XXIIe assemblée de ses délégués estime que « seules la constitution d'un mouvement socialiste révolutionnaire visant à triompher de l'impérialisme et des frontières qu'il a tracées, ainsi que l'édification d'une République socialiste arabe unitaire, qui, par une politique commune avec un État d'Israël socialiste, aboutira à l'intégrité territoriale, peuvent apporter une paix durable au Proche-Orient ». Tout comme il a joué, au début des années 50, alors encore proche du SPD, un rôle précurseur en faveur de la réparation des crimes nazis commis à l'encontre du peuple juif et en faveur de la reconnaissance de l'État d'Israël, le SDS assume désormais le rôle d'avant-garde en faveur des Palestiniens en lutte pour l'indépendance de leur État.

20. Ingrid Gilcher-Holtey: 1968 vu d'Allemagne, op. cit p. 5

21. Christiane Kohser-Spohn : Mouvement antiautoritaire en Allemagne et mouvement contestataire en France, op. cit., paragraphe 5

22. Ibid.

23. Les Pays-Bas connaissant comme les autres pays occidentaux dans les années 1960 une croissance économique sans précédent, les *provos* (provocateurs) d'inspiration anarchiste, libertaire et écologiste s'en prennent au 'peuple-consommateur' pour lui opposer le 'provotariat' portant les germes d'une contre-culture : étudiants, artistes, beatniks, marginaux. Loin du schéma marxiste de la *lutte des classes*, ils rejettent la société industrielle à l'Ouest comme à l'Est, avec son organisation pyramidale, au profit d'une société dite 'ludique', où les virtualités créatrices de chacun s'exercent dans une sorte de *révolution permanente* dans le jeu. Le mouvement se constitue en réseau informel anti-autoritaire et propose d'éveiller la conscience individuelle et collective (notamment par des graffitis, des tracts et des happenings). Représentant une forme de contestation globale, ses manifestations sont ponctuées en 1965/1966. de violents affrontements avec les forces de l'ordre à Amsterdam. Les *provos* ont inspiré à la fois la contre-culture européenne et américaine et le courant militant de Mai 68 et de la contestation estudiantine à Milan et à Prague.

24. Hervé Hamon, Patrick Rotman: Génération, tome 1: Les années de rêve, Paris (Le Seuil), 1987, p. 416 sq.

25. Christiane Kohser-Spohn : Mouvement antiautoritaire en Allemagne et mouvement contestataire en France, op. cit., paragraphes 1-2

26. Citons parmi les manifestations communes les plus spectaculaires les actions des antinucléaires à Fessenheim, en Alsace, ou à Wyhl, en pays de Bade, en 1974 ou encore à Malville en 1977. Mais ce sont les féministes qui les premières frappent par la cohérence de leurs engagements. Sous l'impulsion du Mouvement de libération des femmes (MLF), elles revendiquant dès 1968 la libre disposition du corps des femmes et remettent en question la société patriarcale. En 1971, elles sensibilisent leurs pays par un grand coup médiatique : le « Manifeste des 343 », pétition parue dans le magazine *Le Nouvel Observateur*, sert de modèle

pour une vaste campagne de signatures contre les lois anti-avortement en République fédérale dans l'hebdomadaire *Stern*.

27. *Mouvement antiautoritaire en Allemagne et mouvement contestataire en France*, op. cit.. Les paragraphes 7 sq. de son étude nous servent - avec l'analyse de Ingrid Gilcher-Holtey - de ligne de réflexion pour le chapitre 2.1.

28. Renan Le Mestre : Les pouvoirs exceptionnels du président du Reich en vertu de l'article 48 de la constitution de Weimar. De la protection à la subversion de l'ordre constitutionnel, in *Revue historique de droit français et étranger* (Ed. Dalloz), vol. 89, no. 1, janvier-mars 2011 (pp.81-102), p. 81

29. Henry Rousso : Le régime de Vichy, Introduction (pp. 3-6), Paris (Que sais-je ?) 2007, p. 3

30. Ingrid Gilcher-Holtey: 1968 vu d'Allemagne, op. cit., p. 11

31. Ibid. p. 10

32. Roger Martelli : Communistes en 1968, le grand malentendu, Paris (Les Editions sociales), 2018 - entretien avec Mathieu Dejean, le 20 mai 2018, in *Les Inrockuptibles*, <https://www.lesinrocks.com/2018/05/20/actualite/politique/les-communistes-sont-ils-vraiment-passes-cote-de-mai-68/> (Abruf 11. März 2021) ; voir aussi Michel Maffesoli : Mai 68, événement ou avènement, in *Le Point.fr* du 2 avril 2018, https://www.lepoint.fr/debats/mai-68-evenement-ou-avenement-31-03-2018-2207091_2.php (Abruf 20. Juli 2021)

33. Michel Winock : La fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques de 1871 à 1968, Paris, (Calmann-Lévy) 1986 in : *La Dépêche* du 18 avril 2008 (AFP), <https://www.ladepeche.fr/article/2008/04/18/449593-le-mai-68-francais-heritage-d-une-tradition-revolutionnaire.html> (Abruf 11. März 2021)

34. Cf. Ingrid Gilcher-Holtey: 1968 vu d'Allemagne, op. cit., p. 9

35. Au sujet de la réception de l'idée de l'*autogestion* par le syndicalisme français depuis *Mai 68*, voir Otmar Seul: *Arbeitnehmerpartizipation im Urteil der französischen Gewerkschaften. Sozialreformen unter der Präsidentschaft François Mitterrands (1982-1985)*, Saarbrücken (Südwestdeutscher Verlag für Hochschulschriften) 2012 (réédition de la thèse de doctorat de 1986, Université d'Oldenbourg).

36. Roger Martelli op.cit.

37. Ibid.

38. Ce n'est que le 4 août 1982, sous la Présidence du socialiste François Mitterrand, que les *Lois Auroux* accordent aux salariés un « droit à l'expression directe et collective sur le contenu et l'organisation de leur travail ». Sur l'accueil de cette loi sur « les libertés des travailleurs dans l'entreprise » par les syndicats, voir Otmar Seul: *Arbeitnehmerpartizipation*, op.cit.

39. A la Sorbonne, le 20 mai 1968, cité d'après Jean Claude Kerbourc'h : Le piéton de Mai, Paris (Julliard) 1968, cf. <https://www.histoire-en-citations.fr/citations/sartre-les-fils-de-la-bourgeoisie-s-unissent-aux-ouvriers> (Abruf 21. Juli 2021)

40. Christiane Kohser-Spohn : Mouvement antiautoritaire en Allemagne et mouvement contestataire en France, op. cit., paragraphe 8
41. Ibid.
42. Igor Krtolica : Herbert Marcuse, penseur de la révolte des étudiants allemands, *Cahiers du GRM* 2012 no. 3; online 29 mai 2012; URL: <http://journals.openedition.org/grm/282>; DOI: <https://doi.org/10.4000/grm.282> (Abruf 11. März 2021)
43. Christiane Kohser-Spohn : Mouvement antiautoritaire en Allemagne et mouvement contestataire en France, op. cit., paragraphe 11
44. Cité d'après Christiane Kohser-Spohn ibid. paragraphe 12
45. Ingrid Gilcher-Holtey: 1968 vu d'Allemagne, op. cit., p. 10
46. Georges Séguy, son secrétaire général, cité d'après *Obs* du 14 mai 2008, <https://www.nouvelobs.com/societe/le-quotidien-de-1968/20080514.OBS3843/seguy-l-autogestion-est-une-formule-creuse.html> (Abruf 13. März 2021)
47. Frank Georgi : L'autogestion, utopie libertaire ou utopie libérale ? in Michel Margairaz, Danielle Tartakowsky : 1968, entre libération et libéralisation, Rennes (Presses universitaires de Rennes), 2010, p. 318; <https://books.openedition.org/pur/101994?lang=fr> (Abruf 20. März 2021)
48. Michel Maffesoli op. cit.
49. Cf. [Dominique David](#), [Hans Stark](#) :Cinquante ans après mai 68 – où en sont les gauches en France et en Allemagne ? , in *Allemagne d'aujourd'hui* 2018/4 (N° 226 : pages 100 - 110), <https://www.cairn.info/revue-allemande-d-aujourd-hui-2018-4-page-100.htm>, paragraphe 12 *html* (Abruf 21. Juli 2021)

-----OS 21-07-2021-----